

ICG appelle les Burundais à emprunter le chemin du dialogue

@rib News, 24/07/2011 â€“ International Crisis Group Le Burundi peut-il se permettre de rater sa consolidation d'Ã©mocratie? Thierry Vircoulon, On the African Peacebuilding Agenda | 22 Jul 2011 5 mois aprÃ©s la publication du rapport Burundi : du boycott Ã©lectoral Ã© l'impasse politique, la dynamique de rÃ©gression que nous dÃ©crivions en dÃ©but dans ce texte produit ses effets d'Ã©vastateurs. La fin du consensus d'Arusha et le pourrissement du climat politique consÃ©cutif au boycott Ã©lectoral de 2010 ont conduit Ã© une violence qui, en dÃ©pit du l'Ã©nonÃ© discours officiel, ne cesse de prendre de l'ampleur. Depuis le boycott Ã©lectoral de l'opposition, les autoritÃ©s mÃ©nent une politique de marginalisation, refus de dialogue, adoption d'une nouvelle loi sur les partis politiques qui Ã©carte de facto tous les leaders politiques en exil, [i] divisions plus ou moins organisÃ©es au sein des mouvements d'opposition. [ii] ParallÃ©lement Ã© cette mise hors jeu de l'opposition, la sÃ©curitÃ© s'Ã©st dÃ©gradÃ©e avec la multiplication des dÃ©sarmements, des collectes d'argent et des attaques et contre-attaques qui, chaque semaine, font des victimes parmi les forces de sÃ©curitÃ©, les membres du parti au pouvoir et de l'opposition. La prÃ©sentation de ces opÃ©rations comme des actes de « banditisme armÃ© » n'abuse plus personne au Burundi dans la mesure oÃ¹ ces violences Ã©pousent assez largement les contours de la carte des anciens fiefs des Forces Nationales de LibÃ©ration (FNL) et oÃ¹ les « bandits » se prÃ©sentent maintenant comme des dÃ©sÃ©lus du rÃ©gime de Nkurunziza. La tÃ©mÃ©ritÃ© croissante de ces attaques (on assiste maintenant Ã© des confrontations directes avec les forces de l'ordre) apporte un dÃ©menti cinglant au discours officiel sur la « sÃ©curitÃ© restaurÃ©e » et de rÃ©centes attaques commises juste aprÃ©s les festivitÃ©s de l'indÃ©pendance ont Ã©tÃ© revendiquÃ©es. La nouvelle rÃ©bellion, le FRONABU-TABARA. Pour citer un observateur local, « la violence actuelle est comme une nouvelle liqueur dans une ancienne bouteille » : les techniques de la violence employÃ©es sont bien connues des Burundais mais l'affrontement est intra-ethnique non plus inter-ethnique. [iii] La dynamique de rÃ©gression politico-sÃ©curitaire se dÃ©roule dans un climat d'Ã©tÃ© pour le parti au pouvoir. Sur le front social, la hausse des prix provoque un mÃ©contentement populaire croissant tandis que la multiplication des rÃ©volutions sur l'enrichissement illicite de l'administration gouvernementale met sous tension le parti au pouvoir. Ce dernier a enregistrÃ© plusieurs dÃ©fections de personnalitÃ©s de poids, dont le plus important est ManassÃ© Nzobonimpa qui annonce la crÃ©ation d'une nouvelle formation politique (le Rassemblement des Patriotes pour la Restauration de la DÃ©mocratie) aprÃ©s avoir dÃ©noncÃ© des affaires de corruption. MalgrÃ© ce climat tendu, il convient de noter que la mise en place des contre-pouvoirs institutionnels a avancÃ© (crÃ©ations de l'Ombudsman, de la Commission indÃ©pendante pour les droits de l'Homme, d'une commission prÃ©paratoire de justice transitionnelle) et surtout il convient de prendre acte du changement de position du prÃ©sident Nkurunziza qui, pour la premiÃ©re fois, s'Ã©st prononcÃ© publiquement en faveur de l'ouverture d'un dialogue avec l'opposition : « Saisissons cette occasion pour lancer un appel aux politiciens qui sont Ã© l'extÃ©rieur. Quand ils reviennent au pays, afin que nous Ã©changions des idÃ©es qui contribuent Ã© la construction commune de notre pays, et que d'ailleurs ils commencent Ã© se prÃ©parer pour les Ã©lections de 2015 » [iv] Cette annonce est la premiÃ©re embellie dans le ciel burundais depuis l'Ã©lection de 2010 et la premiÃ©re ouverture du pouvoir vers l'opposition. Saisir cette opportunitÃ© de dialogue est la seule chance d'inverser la dynamique de rÃ©gression enclenchÃ©e par les Ã©lections techniquement valides mais politiquement ratÃ©es de 2010. La configuration actuelle est propice Ã© la reprise du dialogue

- 1 - La proposition de dialogue vient du plus haut niveau de l'Etat et l'opposition est structurÃ©e au sein de l'ADC qui est une plate-forme reprÃ©sentative.
- 2 - Le gouvernement et l'opposition ont compris les limites de leurs stratÃ©gies respectives : les autoritÃ©s ont pris conscience que la stratÃ©gie sÃ©curitaire ne peut pas rÃ©soudre le problÃ©me actuel et les leaders de l'opposition ont compris que la sortie du systÃ©me politique rÃ©duisait leur marge de manÃ©uvre.
- 3 - Le gouvernement et l'opposition ont dÃ©passÃ© une partie du contentieux de 2010 : les autoritÃ©s, Ã© commencer par le prÃ©sident lui-mÃ©me, ont toujours fermement exclu d'aborder un Ã©ventuel dialogue toute question pouvant remettre en cause les rÃ©sultats et les institutions issus des Ã©lections de 2010 ; cette idÃ©e largement partagÃ©e par les acteurs internationaux, est aujourd'hui admise par l'ADC Ã© mots couverts. Cependant, il convient d'Ã©viter un malentendu sÃ©mantique : pour le gouvernement, il est question de dialogue et non de nÃ©gociations car il ne saurait revenir sur le rÃ©sultat des Ã©lections de 2010. De son cÃ´tÃ©, l'opposition regroupe au sein d'une coalition (l'ADC) estime que le concept utilisÃ© (dialogue ou nÃ©gociation) importe peu, l'Ã©tant que les diffÃ©rentes parties se trouvent autour d'une mÃ©me table. Les conditions d'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement, sans Ã©tre d'Ã© jÃ© officiellement exprimÃ©es sur la question, sera probablement tentÃ© d'exiger de l'opposition un renoncement Ã© la lutte armÃ©e et qu'elle se dÃ©solidarise des auteurs des actes de violence. MalgrÃ© sa lÃ©gitimitÃ©, ce requÃ©te a fort peu de chances d'Ã©tre acceptÃ©e en l'absence de concessions rÃ©ciproques substantielles et compte-tenu de l'histoire du Burundi (aucune des rÃ©bellions en activitÃ© lors des multiples nÃ©gociations de paix menÃ©es ne l'ont poursuivie des hostilitÃ©s Ã©tant perÃ©ue comme un moyen de pression sur la partie adverse). De leur cÃ´tÃ©, l'ADC et les partis en son sein posent un certain nombre de conditions Ã© l'ouverture du dialogue : la libÃ©ration des prisonniers politiques ou d'opinion, l'arrÃ©t des arrestations des membres de l'opposition, des garanties de sÃ©curitÃ© pour les membres de l'opposition en exil ou en clandestinitÃ©, la non promulgation de la nouvelle loi sur les partis politiques, la restitution de la direction des FNL Ã© Agathon Rwasa. Dialoguer oÃ¹ ? L'appel au retour des leaders de l'opposition lancÃ© par le prÃ©sident a peu de chance d'Ã©tre entendu dans le contexte sÃ©curitaire actuel. Depuis l'ouverture prÃ©sidentielle, les deux parties ne sont pas encore exprimÃ©es officiellement sur le cadre de dialogue de leur choix. Jusqu'Ã© peu, les autoritÃ©s ont toujours renvoyÃ© la question du cadre de dialogue au Forum permanent des partis politiques, une institution dÃ©criÃ©e et boycottÃ©e par l'ADC pour Ã©tre, selon cette coalition, infÃ©odÃ©e au parti au pouvoir. Au-delÃ© de la contestation du Forum permanent des partis politiques, les leaders de l'opposition Ã©tant pour la plupart en exil ou dans la clandestinitÃ©, il serait indispensable de mener les premiÃ©res discussions dans un environnement sÃ©curitaire, et donc Ã© l'Ã©tranger - ce qui permettrait d'Ã©vacuer les dÃ©licates questions des garanties individuelles de sÃ©curitÃ© et de la lÃ©gitimitÃ© du Forum permanent des partis politiques. AprÃ©s avoir Ã©cartÃ© les tentatives de mÃ©diation des pays de l'Initiative rÃ©gionale pour la paix au Burundi durant le processus Ã©lectoral, les responsables de l'ADC semblent maintenant mieux disposer Ã© son Ã©gard. Ils verraient d'Ã©un bon Ã©il que la question

burundaise retourne à l'agenda de l'Initiative régionale, sous prétexte que cette institution est le garant de la mise en œuvre de l'accord d'Arusha et que cet accord serait menacé dans sa lettre et son esprit. Or cette démarche constitue un « retour vers le passé » que le gouvernement ne pourra pas accepter pour des raisons d'image internationale mais aussi par opposition au principe de la négociation. Par conséquent, il serait bienvenu qu'un pays n'ayant pas joué de premier plan dans les négociations passées facilite la démarche de dialogue entre le gouvernement et l'opposition. D'organiser un agenda de dialogue consensuel Le gouvernement et l'opposition devraient s'entendre sur de dialogue suivant :

- conditions d'exercice des droits politiques : loi sur les partis politiques (encore non promulguée), loi sur l'opposition (encore en phase d'examen), préparation des élections de 2015.
- sécurité et justice : garanties pour les responsables politiques en exil et dans la clandestinité, fonctionnement des institutions judiciaires (indépendance de la magistrature, installation de la Haute cour de justice, etc.).
- gouvernance : réforme constitutionnelle (évoquée par le président lors de son discours à l'occasion de l'indépendance), lutte contre la corruption, transformation de l'ouverture présidentielle en une réduction palpable de la violence ne demande pas beaucoup d'efforts : juste quelques hommes de bonne volonté et un agenda et un lieu de dialogue. S'il est vrai que, pour les régimes post-conflit, la consolidation démocratique se joue entre 5 et 10 ans, alors le Burundi est un carrefour et il faut à tout prix l'aider à emprunter la bonne direction, c'est-à-dire celle du dialogue. [i] La nouvelle loi comporte une disposition exigeant à tous les membres fondateurs d'un parti politique une attestation de résidence. Si l'on ajoute que toutes les formations politiques ont six mois pour se conformer à la nouvelle loi une fois celle-ci promulguée, le maintien en exil des responsables des partis politiques les exclue de facto de leur parti. [ii] Après le coup d'Etat interne des FNL consécutif aux élections de 2010 et qui a conduit à la destitution de Agathon Rwasa, c'est l'UPD qui est victime de dissensions internes. [iii] La guerre civile qui a fait environ 300 000 victimes opposait les Tutsi aux Hutu tandis que la violence actuelle oppose essentiellement des mouvements politiques hutu. [iv] Discours de son excellence Pierre Nkurunziza à l'occasion du 49^e anniversaire de l'indépendance, 30 juin 2011.